

L'Espace sur fond de crise !

Syndicats CGT du spatial

Ces 25 et 26 novembre 2008 se déroule une session du conseil de l'ESA au niveau ministériel à La Haye (Pays-Bas).

Lors de cette session, les dirigeants Européens se réunissent pour définir la politique Européenne de l'Espace pour les années à venir.

La CGT a décidé d'informer l'ensemble des salariés travaillant dans ce segment d'activité car les décisions qui découleront de cette réunion ne seront pas sans conséquence sur l'emploi dans nos entreprises respectives.

En effet, dans un contexte de crise économique mondiale, seule une politique spatiale ambitieuse peut permettre de maintenir les équipes en place et de conserver les compétences garantissant à l'Europe une autonomie d'accès à l'espace.

Cette réunion est déterminante car elle va conditionner l'avenir de notre secteur. Sachant que des programmes tels que le ravitailleur ATV ou le laboratoire Columbus ont été engagés il y a près de 15 ans et n'ont vu leur succès se concrétiser qu'en 2008, tout un chacun pourra mesurer l'importance de ne pas reporter les décisions et investissements nécessaires au développement de notre industrie spatiale Européenne sous peine de la voir périlcliter et laisser la place à l'Inde, la Chine, les USA ou la Russie.

Point sur les activités lanceurs !

L'ETAT des LIEUX :

Arianespace dispose ou travaille sur une famille de lanceurs permettant d'embarquer des satellites de masse différentes :

- Ariane 5 : jusqu'à 10 tonnes en orbite GEO.
- Soyouz : jusqu'à 3 tonnes en orbite GEO
- Véga : jusqu'à 2 tonnes en orbite polaire (700 kms).

Ariane 5

Ariane 5 détient aujourd'hui près de 60% du marché. Ce lanceur demeure aujourd'hui le lanceur de référence. Sa capacité de lancement portée à 10 tonnes depuis 2004 (A5 ECA) en fait le plus puissant à ce jour.

Le succès d'Ariane 5 est principalement dû à sa fiabilité et au fait qu'elle est la seule à



pouvoir mettre en orbite deux satellites à chaque tir, réduisant ainsi le coût par kilo embarqué. Au cours de ces dernières années, les satellites ont pris du poids, jusqu'à atteindre une moyenne de 4 à 5 tonnes.

La tendance d'augmentation du poids des satellites n'étant pas remise en cause à ce jour,

Le 26/11/08

Dans ce numéro :

Introduction	1
Point sur les activités lanceurs	1-2
L'état des lieux	2
Les attentes à court terme	2
Les enjeux à moyen terme	2
Et les activités satellites	3
L'état des lieux	3
Galiléo : le fiasco !	
L'incompatibilité	3
Besoin d'une autre politique spatiale	3-4
Le danger : les pertes de compétences et d'emplois	4

Ariane 5 doit très rapidement se positionner pour lancer 12 voire 13 tonnes.

Pour la CGT, des évolutions majeures et immédiates doivent être décidées lors de cette session ministérielle pour préparer le futur et maintenir les compétences.

Soyouz :

Ce lanceur de vieille technologie est commercialisé par Starsem (pour Arianespace) et sera prochainement lancé depuis Kourou en Guyane (au lieu de Baïkonour), permettant ainsi de porter sa charge utile de 1,8 tonnes à 3 tonnes en orbite GEO (rapprochement de l'équateur = moins de carburant). La CGT, avait déploré le choix d'implanter ce lanceur en terre Guyanaise plutôt que de concevoir une évolution d'Ariane 4 simplifiée. Les seuls critères déjà retenus à l'époque étaient des critères de rentabilité immédiate plutôt que d'étudier un lanceur nouvelle génération adapté à ce type segment de lancement.

Véga :

Ce lanceur prévu pour lancer des satellites de 2 tonnes maxi en orbite basse (1^{er} tir en 2009) est principalement étudié en Italie (hormis développement tuyère 1^{er} étage P80). D'ores et déjà, des besoin d'évolution ont

été identifiés notamment le chargement du 1^{er} étage (P100).

LES ATTENTES

A COURT TERME :

Pour la CGT, l'Europe doit de toute urgence impulser un nouveau souffle dans les projets spatiaux sous peine de voir des équipes se disloquer et les compétences s'amenuiser. Certains programmes doivent être lancés sans attendre et d'autres doivent être planifiés. De toute urgence, l'Europe doit répondre aux attentes ci après :

Pour Ariane 5 :

- Lancement du pré-développement Vinci, moteur du 2^{ème} étage réallumable permettant d'emporter 12t en GEO (ou 2x6 tonnes).
- Engagement du programme P250, programme visant à augmenter la charge de propol des EAP afin de porter la capacité de tir à 13t.
- Pré développement du lanceur Ariane 5 ME (Middle Life Evolution)

Pour Véga :

- Engagement du programme P100 permettant d'assurer les performances initialement attendues pour le lanceur Véga.

Micro lanceur :

Un nouveau besoin commence à se faire jour : le Service Après-

vente des constellations de satellites. En effet, les satellites en orbite basse ne pesant que quelques kilos et composant un « maillage » autour de la planète vont, les uns après les autres, devoir être remplacés. Le Véga n'est pas adapté pour ce type de mission et le besoin d'un tout petit lanceur se confirme. L'Europe doit lancer très rapidement l'étude d'un tel engin.

LES ENJEUX

A MOYEN TERME :

Plusieurs programmes à moyen terme, voire long terme, doivent être engagés sans perdre de temps car les études d'aujourd'hui seront les programmes dans 15 ans.

- Poursuite de l'étude d'une nouvelle génération de lanceurs hypersonique. Le programme FLPP et ses déclinaisons doivent obtenir les financements nécessaires (dont le Pré-X pour les phases C et D).
- Si l'Europe veut rester une grande puissance spatiale, elle ne peut rester en dehors de « la course » à Mars. Une décision politique doit rapidement intervenir et le programme d'étude de la planète doit se poursuivre avec la décision et les crédits de lancer le robot Exomars 2.
- ...

Et les activités Satellites !

L'ETAT des LIEUX :

Concernant les satellites, la donne est un peu différente de celle des lanceurs mais tout aussi cruciale.

L'Europe a moins besoin de rechercher de nouvelles technologies dans le segment des satellites que celle des lanceurs mais elle a un devoir de soutenir l'activité en répondant aux besoins des populations (météorologie, climatologie, observation de la Terre et de l'Espace, satellites militaires, ...).

Le récent fiasco de Galiléo doit nous interpeller si nous ne voulons pas que notre industrie spatiale coure à sa perte !

GALILEO : LE FIASCO !

Ce programme européen de navigation par satellite a été décidé par l'Union européenne en 1999. Il devait à l'origine concurrencer le GPS (Global

Positioning System) contrôlé par les Etats-Unis. Galileo accuse aujourd'hui près de cinq ans de retard sur son plan de route initial, en partie à cause de l'immobilisme et des multiples défaillances des industriels privés (Thales, Alcatel, Hispasat, Alenia...) présents dans son consortium de départ constitué en 2002. *Le privé devait alors financer les 2/3 de l'enveloppe initiale estimée à 1 milliard d'€.*

Le système de positionnement par satellite devait à l'origine être déployé en 2008. Il est désormais espéré pour 2013. Et ce, alors même que la deuxième génération du GPS américain devrait être lancé à l'horizon 2013-2014. Pour éviter un fiasco retentissant, la Commission de Bruxelles a été contrainte de reprendre les choses en main. Et de faire porter, accessoirement, le coût de ce projet sur le

contribuable européen estimé aujourd'hui à la hausse à **3,4 milliards d'€.**

La réussite de la mise sur orbite du deuxième satellite test de la future constellation, Giove-B, en 2007 a heureusement relancé le processus.

L'INCOMPATIBILITE :

En se tournant vers le secteur concurrentiel privé, un secteur très tendu, l'Union Européenne a failli faire « capoter » un projet majeur pour l'autonomie de l'Europe. Les taux de profitabilité exigés par les actionnaires ne sont pas compatibles avec des programmes à long terme tels que ceux du spatial.

Comme toujours, ce sont les salariés qui font les frais des solutions mises en place par les directions, et les compétences durement et longuement acquises pour constituer ces équipes qualifiées s'amenuisent.

Besoin d'une autre politique spatiale !

Pour que l'exemple du programme Galileo ne se reproduise pas indéfiniment, il est grand temps que l'Europe spatiale revienne à ses fondements.

Le spatial en Europe est né d'une forte volonté politique des États et surtout de l'État français de se doter d'un accès à

l'espace en toute indépendance vis-à-vis des États-Unis d'Amérique et de l'ex-URSS notamment.

Pour concrétiser ces choix politiques on a renforcé les agences nationales et créé l'ESA. Même si cela a pu entraîner quelques difficultés, les fondements de

cette activité étaient basés sur une coopération entre États (pas tous membres de la CEE).

Le principe du retour géographique permettant à chaque pays de développer des outils industriels.

Aujourd'hui cette situation semble se déséquilibrer à cause de plusieurs évolutions :

- Certains programmes spatiaux tels que Galileo et GMES sont financés par la communauté européenne et la commission entend jouer un rôle dans le suivi de ces projets. Cela pose la question sur les rôles que doivent tenir les différents intervenants (ESA, agences nationales, commission européenne...) notamment sur les circuits de décisions et le suivi de leurs mises en œuvre. Pour la Cgt, cela impose de réaffirmer le principe de coopération comme pilier essentiel de l'activité (et surtout refuser les mises en concurrence entre États par exemple).
- Galileo est un bon exemple pour montrer le rôle déterminant que doivent jouer les agences. La tentative de mettre les industriels aux commandes du consortium a échoué et a manqué de mettre en péril le projet tout entier. La Cgt est attachée à ce que l'argent public soit contrôlé par des structures publiques.
- Les déclarations des dirigeants politiques, sur l'O-

TAN par exemple, doivent nous interroger sur la volonté de maintenir l'indépendance de l'Europe dans un secteur comme celui de l'espace. Un industriel privé, Astrium, est aujourd'hui le maître d'œuvre de la fusée Ariane V. Nous constatons qu'aucune étude d'envergure n'est aujourd'hui menée pour assurer les suites de ce lanceur. C'est pourtant un élément essentiel qui permet à l'Europe un accès autonome à l'Espace. Si rien n'est fait sur le court terme, les pertes de compétences seront irréversibles et les investissements du passé seront perdus.

- Jusqu'à maintenant les États avaient été relativement ambitieux (même si l'on est très loin des budgets Nord-américains) pour mener à bien des projets scientifiques (exploration de l'univers en particulier) et des projets d'observation de la Terre utiles par exemple à la prévention des risques, à l'agriculture... Compte tenu du contexte écologique planétaire, ces projets sont vitaux.

Encore faut-il qu'ils perdurent et que l'exploitation des données profite réellement à la collectivité. La tendance actuelle de la privatisation des services est inquiétante (comme on vient de le voir avec Spot-Image). La loi du profit maximum prendra le pas sur le partage des informations notamment pour les pays qui en ont vraiment besoin mais qui pourraient ne pas être solvables.

POUR LA CGT :

L'Union Européenne doit retrouver une politique spatiale ambitieuse et surtout, les agences doivent reprendre la main sur les industriels privés. Alors qu'ils ont très largement profités d'années « bénies » pour remonter d'importants dividendes à leurs actionnaires, les industriels doivent aujourd'hui participer, y compris sur fonds propres, à relancer la politique spatiale Européenne. Si ceux-ci n'acceptent pas cette responsabilité, alors les États devront peut-être envisager de renationaliser nos entreprises, comme cela s'est fait dans le secteur bancaire de certains pays.

Le danger : les pertes de compétences et d'emplois

Chacun aura pu lire dans la presse que le nombre de satellites lancés devrait diminuer dès 2009, du fait de la crise.

Afin de conserver un haut niveau de versement de dividendes à leurs actionnaires, les industriels vont vraisemblablement

profiter de la situation pour réduire une fois de plus la masse salariale de leurs entreprises. Déjà, nos industries utilisent un grand nombre de salariés précaires, et sous-traitent une grande part de nos activités. Ce nombre d'activités croît de jour en jour.

Il est à craindre que nous passions sous le seuil critique du maintien des compétences.

Face à ces risques hypothéquant l'avenir de l'industrie spatiale et par la même de milliers de salariés, la CGT prendra ses responsabilités.